

Metropolis présente :

« Transnationalisme et signification de la citoyenneté au XXI^e siècle »

Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa, le 10 décembre 2007

Résumé

Il est fort probable que la mondialisation croissante et l'augmentation des niveaux de migration s'accompagnent d'un transnationalisme accru. Le transnationalisme est défini comme un ensemble d'activités soutenues qui permet à un groupe de personnes dans un pays d'entretenir des relations avec un groupe semblable dans un autre pays. Les pratiques transnationales, dont le principe de la double nationalité, sont non seulement inévitables, mais elles peuvent également avoir des répercussions positives sur les immigrants eux-mêmes, ainsi que sur les sociétés qu'ils quittent et celles qui les accueillent. Il s'agit ici des messages clés délivrés par un groupe d'experts nationaux et internationaux qui sont intervenus lors de la conférence organisée par le projet Metropolis, en partenariat avec la Direction générale de la citoyenneté et la Direction générale des relations internationales et intergouvernementales de Citoyenneté et Immigration Canada.

Les pratiques transnationales sont souvent considérées comme des expressions d'identité culturelle et d'intérêts économiques. Toutefois, Audrey Kobayashi de l'Université Queen's est d'avis qu'elles incluent également des stratégies économiques pour assurer le bien-être familial et pour faire progresser l'éducation des enfants. Kobayashi a fait référence à ses travaux de recherche portant sur les migrants de Hong Kong, qui constituent peut-être le plus grand groupe de transnationaux du Canada. Dans ce groupe, on dénombre environ 250 000 citoyens canadiens vivant à Hong Kong et qui, pour la plupart, sont nés ou ont fait leurs études au Canada, mais ont dû partir parce qu'ils ne parvenaient pas à trouver d'emplois bien rémunérés sur place. « Leur engagement envers le Canada est fort, a affirmé Kobayashi, mais il s'agit d'une perte énorme en capital humain. »

En matière d'intégration des immigrants, le transnationalisme revêt toute son importance, si l'on considère ce qui se passe aux États-Unis. Contrairement à ce que certains peuvent penser, les liens que les immigrants entretiennent avec leur pays d'origine ne nuisent aucunement à leur participation dans les institutions civiques et politiques américaines. Sur le même thème, Nancy Foner de la City University of New York s'est référée à des travaux de recherche qui ont établi que les immigrants latino-américains et antillais qui se livrent à des activités politiques dans leur pays d'origine s'engagent de la même manière aux États-Unis, et elle en a conclu que « l'intégration et le transnationalisme peuvent aller de pair et [que] c'est d'ailleurs souvent le cas. »

Selon Christian Joppke de l'Université américaine de Paris, le principe de la double nationalité constitue la forme la plus importante de transnationalisme politique. En se concentrant principalement sur l'Europe où les positions officielles sur la double nationalité sont très variées, Joppke a fait valoir que le processus actuel d'obtention de la citoyenneté – par naissance dans un pays ou par naissance d'un parent d'une certaine nationalité – et l'augmentation des migrations internationales rendent le principe de la double nationalité inévitable. En outre, Joppke a soutenu que la valeur que l'on accorde parfois à la loyauté exclusive (par exemple à un seul pays) est

antithétique à la vie au sein d'une société complexe où les personnes assument de nombreux rôles. « Dans une société libérale, a déclaré Joppke, les loyautés exclusives sont plus inquiétantes que celles qui sont partagées. »

Le fait que de nombreux Canadiens choisissent d'exercer pleinement leurs droits en tant que détenteurs d'une double nationalité n'est qu'une simple réflexion de la nature des politiques canadiennes en matière d'immigration – il s'agit d'opérer une sélection minutieuse des meilleurs cerveaux en provenance du monde entier. « L'instrumentalité est complète », a déclaré Daniel Weinstock de l'Université de Montréal, qui a cependant fait valoir qu'une telle approche est bien meilleure que celle des pays qui recrutent leurs citoyens en fonction de leur ethnicité. Il présente une conception de la citoyenneté qui revient à de la « gestion d'intérêts » et, sous cet angle, les citoyens transnationaux ne sont pas des spéculateurs au jour le jour, mais plutôt des investisseurs à long terme.

« La position du Canada sur la citoyenneté nous est bien utile et renforce notre politique en matière d'immigration, » a expliqué Karen Mosher, sous-ministre adjointe par intérim, Politiques stratégiques et de programmes de Citoyenneté et Immigration Canada. La citoyenneté n'est plus un aboutissement en soi, elle est maintenant considérée comme partie intégrante du processus continu immigration-intégration. Les décideurs adoptent aujourd'hui une approche plus large de la citoyenneté, une approche qui dépasse le simple statut juridique pour inclure l'identité et la pratique civiques.

Encourager une participation active des citoyens et inspirer un sentiment d'attachement et d'appartenance au Canada est une tâche importante, et il s'agit d'un objectif que Patrimoine canadien s'est fixé, selon Pablo Sobrino, directeur général, Politique, planification et recherche stratégiques. Sobrino a présenté un certain nombre d'activités entreprises par Patrimoine canadien pour encourager l'inclusion sociale, surtout parmi les immigrants et les minorités. « Nous constatons que certains nouveaux arrivants ont du mal à s'intégrer économiquement et socialement. Il ne s'agit pas ici de problèmes nouveaux, mais nous sommes de plus en plus conscients de ces difficultés ainsi que des défis que nous devons relever pour les résoudre », a déclaré Sobrino.

(Un document reprenant des articles fondés sur les exposés présentés pendant la conférence devrait être publié en automne 2008.)